

**OBJET : MISE EN ŒUVRE DES NOUVEAUX DISPOSITIFS CONCERNANT LES
EMPLOIS AIDES**

- LE CONSEIL MUNICIPAL -

Vu le rapport par lequel Monsieur le Maire expose ce qui suit :

Mesdames, Messieurs,

Vu la loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, notamment les articles 44 et 49,

Vu le décret n°2005-242 du 17 mars 2005 relatif au contrat d'avenir, au contrat insertion-revenu minimum d'activité et modifiant le code du travail,

Vu le décret n°2005-243 du 17 mars 2005 relatif aux contrats initiative-emploi, aux contrats d'accompagnement dans l'emploi et modifiant le code du travail,

Vu l'avis du CTP,

La Ville d'Oullins a contribué de manière constante à l'insertion dans l'emploi d'un certain nombre d'oullinois, par le biais de contrats emploi solidarité et contrats emploi consolidé, en ouvrant des postes correspondants dans les services municipaux. Ces emplois ont pu constituer à la fois une étape dans le parcours professionnel et d'insertion des personnes concernées mais aussi un vivier de recrutement sur certains emplois municipaux.

De la même façon, la Ville a créé des postes emplois jeunes parmi lesquels 7 bénéficiaires ont été pérennisés sur des emplois municipaux. Du fait de l'extinction réglementaire du dispositif, seulement 3 bénéficiaires restent actuellement en contrat emploi jeune.

La loi n°2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale instaure de nouveaux contrats aidés dont certains peuvent bénéficier aux collectivités :

- Le contrat d'accompagnement dans l'emploi

Il s'adresse aux personnes en difficulté d'insertion, leur durée est de 6 mois renouvelable deux fois dans la limite de 24 mois.

La durée de travail hebdomadaire peut aller de 20 heures à 35 heures.

- Le contrat d'avenir

Il s'adresse aux bénéficiaires du RMI, de l'Allocation de Solidarité Spécifique, de l'Allocation de Parent Isolé de plus de 6 mois.

La durée de travail hebdomadaire est de 26 heures.

La durée de ces contrats est de 2 ans renouvelable jusqu'à 36 mois voire 5 ans pour les personnes de plus de 50 ans.

L'engagement de la collectivité se déclinera de la manière suivante :

- donner priorité aux publics les plus en difficulté, c'est-à-dire aux bénéficiaires du RMI, de l'Allocation de Parent Isolé, de l'Allocation de Solidarité Spécifique.

- affirmer l'insertion professionnelle comme un objectif majeur de ce dispositif.

La commune entend apporter ainsi un réel appui à des personnes en difficulté en raisonnant en terme de parcours professionnel en lien avec les structures assurant l'accompagnement social et professionnel de ces personnes.

La ville envisage de conclure 5 contrats de ce type.

- DELIBERE -

A LA MAJORITE des membres présents

DECIDE d'autoriser le Maire à signer les conventions individuelles pour les contrats d'accompagnement dans l'emploi et les contrats d'avenir à intervenir.

DONNE tous pouvoirs au Maire pour poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré par les membres présents qui ont signé au registre

POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,

François-Noël BUFFET